Questions orales

Question de Mme Nagy concernant « la demande de permis d'urbanisme pour l'immeuble Parking 58 et le projet de relocalisation de l'Administration de la Ville »

Mme Nagy. - Un permis d'urbanisme et d'environnement a été introduit à la Ville de Bruxelles pour l'immeuble du Parking 58. Il vise la démolition-reconstruction de bureaux, commerces et logements. Une enquête publique est en cours pour le cahier des charges de l'étude d'incidence. La demande porte sur 29.000 m² de bureaux et 847 places de parking souterrain. Il s'agit d'un projet massif, qui maintient le nombre de places de parking existantes, mais les déplace en sous-sol. Il renforce l'effet canyon de la Vierge Noire.

Faut-il encore construire des bureaux dans le cœur de la Ville, alors que l'on connaît leur taux de vacance important à Bruxelles ?

Depuis 2006, la Ville planche sur un projet de déménagement de son administration.

M. le Bourgmestre. - Madame Nagy, ce dossier occupe nos esprits depuis longtemps. Il serait intéressant que j'organise une séance en sections réunies pour vous dresser un état des lieux du dossier. Seriez-vous d'accord de reporter votre question à une prochaine séance en sections réunies, dont je vous promets qu'elle se tiendra dans le courant du mois de mai.

Mme Nagy. - Je me vois dans l'obligation de refuser votre proposition. Ma question a déjà été reportée. Je souhaiterais connaître l'avis de l'échevin de l'urbanisme sur l'enquête publique en cours.

M. le Bourgmestre. - Dans 15 jours au plus tard, je vous proposerai une date pour ladite séance en sections réunies.

Mme Nagy. - Je dénonce cette situation ! Vous avez eu le temps de débattre de nombre de dossiers, mais sur celui-ci, aussi essentiel, nous ne savons rien.

M. le Bourgmestre. - Vous avez raison, il s'agit d'un dossier fondamental, mais ses dimensions budgétaires sont considérables.

Mme Nagy. - J'en suis parfaitement consciente, raison pour laquelle je vous interroge ! Je voudrais que la Ville prenne une décision et se montre proactive. Je regrette que la majorité, par le biais de l'échevin chargé du dossier, ne fasse pas preuve de plus de diligence en l'espèce.

M. le Bourgmestre. - Ma proposition n'engage que moi. Je considère ce dossier comme fondamental pour l'image de la Ville et son avenir financier.

Mme Nagy. - Nous avons déjà assisté à une présentation en sections réunies et le projet n'a jamais abouti. Je souhaiterais donc un débat public sur cette question.

M. le Bourgmestre. - Il aura lieu !

Mme Nagy. - Je pensais qu'il aurait lieu aujourd'hui et que vous aviez eu le temps de préparer votre réponse, puisque ma question avait déjà été reportée.

M. le Bourgmestre. - Les montants de l'opération justifient que nous agissions avec la plus extrême prudence. En outre, notre situation financière a beaucoup changé en 4 ans.

Mme Nagy. - Je partage votre analyse, mais je n'accepterais pas qu'un chèque en blanc soit donné à un projet privé parce que le Collège de la Ville de Bruxelles est incapable de prendre une décision.

M. le Bourgmestre. - Ce ne sera jamais le cas.

M. Courtois, échevin. - Ce dossier est extrêmement sensible. Il engage la présente législature, mais aussi les suivantes.

Mme Nagy. - C'est la démocratie et la possibilité de tenir un débat public qui sont en jeu. Le risque est que nous soyons entraînés, *in fine*, par une décision émanant du secteur privé. Un Conseil communal n'est pas une séance en sections réunies. Le débat public participe au fonctionnement démocratique de notre institution.

M. le Bourgmestre.- Je le répète, la séance en sections réunies sera, nécessairement, suivie d'un débat public.

M. Close, échevin.- Madame Nagy, votre groupe a tendance à interroger le Collège sur ses intentions. Or le Collège ne doit répondre que de ses actes.

Mme Nagy.- Nous pouvons interpeller le Collège sur son manque de décision. Je note qu'il n'a pas dégagé d'accord en son sein.

M. Ceux.- Je confirme que ce dossier est extrêmement lourd. Majorité et opposition doivent s'entendre sur un tel projet qui marquera l'histoire de notre Ville.

**Question de M. Weytsman concernant « l'aménagement des espaces publics
visant à permettre une mobilité optimale des personnes à mobilité réduite
(PMR) »**

M. Weytsman.- Selon le « Vademecum personnes à mobilité réduite dans l'espace public » de la Région de Bruxelles-Capitale, les personnes à mobilité réduite (PMR) représentent de 30 à 35 % de la population.

Par « personne à mobilité réduite », il faut entendre toute personne confrontée à la difficulté de se déplacer et soumise à des entraves qu'elle ne peut surmonter seule, ou très difficilement.

Les difficultés de mobilité peuvent être liées à l'âge (environ 15 % sont des personnes âgées et 7 %, des enfants), à un état temporaire (environ 7 % sont des femmes enceintes, personnes avec des béquilles ou chargées de commissions, livreurs) ou à un handicap définitif (environ 3 %).

Mes questions portent plus particulièrement sur les aménagements d'espaces publics visant à permettre une mobilité optimale des personnes en chaise roulante. En effet, j'ai été sensibilisé par des familles dont les enfants ne peuvent se rendre à leurs stations de métro les plus proches, qui viennent pourtant d'être adaptées aux PMR.